

BOUIRA

Il était une fois le complexe de Tikjda

On découvre, 38 ans après, que le complexe de Tikjda est bâti sur un terrain appartenant aux forêts et qu'au jour d'aujourd'hui, aucun acte ni transfert de propriété n'a été effectué.

Ce constat, qui relève plus du burlesque que du dramatique, vient d'être fait par le wali de Bouira, Ali Bouguerra, nouvellement installé à la tête de la wilaya. Il l'a découvert en allant s'enquérir de certaines carcasses de bâtisses situées à Tikjda et dont la construction remonte, tenez-vous bien à... 1974. Incroyable, mais vrai !

Depuis 1974, le ministère de la Jeunesse et des Sports avait entamé la construction d'un complexe en contrebas du complexe actuel avec quatre blocs de résidence – plus de 50 F3 et F2, des studios – construits en hauteur sur trois niveaux, ainsi qu'un centre médico-sportif, une salle de jeux, une cafétéria, etc. Le wali entendait faire de ce mini-complexe, intitulé «Aménagement et réhabilitation du site collectif bas à Tikjda», un ensemble de loisirs et de détente d'autant plus qu'une salle omnisport et une piscine semi-olympique venaient d'être inscrites juste en face de ce site. Le wali, qui était parti dans l'intention de lancer ces deux projets prometteurs pour le tourisme à Tikjda, ne s'attendait guère à ces sorties des responsables chargés du dossier, particulièrement le représentant du MJS, le directeur des domaines et celui des forêts.

En effet, au cours des explications, le wali apprend de la bouche du représentant du MJS que les deux projets, et surtout celui de la piscine et de la salle omnisport, inscrits depuis 2006, ne pourront être lancés malgré l'existence d'une AP de 15 milliards centimes allouée au projet depuis 2006, car le terrain n'est pas encore affecté. De fil en aiguille, le wali apprend que tout le site de Tikjda a été bâti sur un décret portant création du site mais le terrain appartenant aux forêts n'a jamais été régularisé ni transféré au MJS. En 1994, lorsque l'idée de reprendre les travaux au niveau du site bas a germé, le problème d'affectation du terrain s'est



Photo : DR

Un site qui pose problème 38 ans après.

posé mais malgré cela, personne n'est arrivé à régler la situation. Samedi dernier, lors de la sortie sur site du wali avec les différents directeurs concernés, ce qui a sauté aux yeux de tous, c'est qu'au niveau de la wilaya de Bouira, la coordination entre les directions est inexistante à tel point que ce n'est que sur place que le directeur des forêts de Bouira a appris que le directeur des domaines a saisi au mois d'avril dernier la direction générale des forêts de ce problème.

Finalement, après plusieurs tergiversations, le wali, qui a appris que les services des forêts avaient depuis longtemps donné leur avis favorable sur la distraction de ces terrains, a pris la décision de décentraliser ce projet et de le mettre à son indicatif. De son côté, le directeur des domaines a promis de délivrer dès ce dimanche une attestation d'exploitation et de la remettre au responsable du MJS sommé d'entreprendre dès à présent les études néces-

saires pour la réalisation de la piscine et de la salle omnisports. Quant au site bas de Tikjda qui nécessite une expertise de la part des services du CTC pour voir si la structure bâtie en béton armé depuis 1977 n'est pas réformée, le wali a décidé d'affecter un bloc pour la Protection civile et un autre pour les services du PND.

Et parlant du PND, celui-ci a bénéficié d'une enveloppe de 28 milliards pour les équipements et la réalisation d'un écomusée dans le même périmètre et à quelques dizaines de mètres de la salle omnisports. Enfin, et toujours au sujet du complexe touristique de Tikjda dont la vocation touristique n'est toujours pas tranchée sur celle de site de sport et loisirs, le wali n'a pas pris de décisions concernant l'hôtel Djurdjura qui a été détruit par les terroristes en 1996 mais non encore réhabilité comme les remontées de sièges ou téléskis totalement abandonnées.

Y. Y.

CHAMBRE DE L'ARTISANAT ET DES MÉTIERS DE SKIKDA

Distribution de matériel datant de deux ans

32 artisans de Skikda et 16 de Guelma ont été les heureux bénéficiaires de matériel, d'une valeur de 10 millions de centimes, intervenant dans le cadre du développement rural et destiné à sept spécialités : poterie, céramique, vannerie, bijouterie traditionnelle, bois tourné, tissage et maquinerie.

La cérémonie d'attribution a eu lieu lundi passé à la salle de spectacles Aïssat-Idir, en présence d'un public nombreux. Cette opération, la cinquième du genre depuis l'installation de la Chambre de l'artisanat et des métiers en 2005, concerne les dossiers de l'an 2006. «Ce retard est justifié par la complexité du circuit suivi pour l'étude du dossier et l'attribution du don par les services concernés.

«En effet, après le dépôt des dossiers au niveau de la Chambre de Skikda, c'est à la commission technique de la wilaya, présidée par la DSA, que revient la charge d'étudier la faisabilité des projets proposés. Suite à cela, c'est au niveau des services compétents

du ministère de la PME et de l'artisanat que seront approuvés ou rejetés les dossiers des candidats, en fonction notamment du budget alloué à cet effet», nous explique Boukaâbèche Zoubir qui dirige simultanément la direction des CAM de Skikda et de Guelma.

D'ailleurs, son allocation d'ouverture a été axée sur ce point, une manière aussi de répondre aux préoccupations des artisans, intrigués par deux ans d'attente. Concernant la wilaya de Skikda, ce sont les artisans, originaires de 13 communes, à savoir Ouled H'baba, Ouled Attia, Aïn Kechra, Tamalous, Oued Z'hor, la Marsa, Oum Toub, Azzaba, Chréa, Khenak Mayoune, Kenouaa, Zitouna et Ben Azzouz, qui ont été ciblés. Ils sont spécialistes dans le bois tourné (16), tissage (06), vannerie (3), poterie, bijouterie traditionnelle et maroquinerie (2 chacune) et céramique (1). Machines à coudre à crin, tronçonneuse de marque Still, ateliers complets de tissage, liminoires manuels, tour à poterie, perceuse, ponceuse sont, entre autres, les différents outils artisanaux octroyés. Au menu également du programme des communications présentées par le

directeur précité, par le représentant de la direction de la formation professionnelle et le directeur de l'Angem, Karim Draoui. Il convient de signaler que parmi les recommandations émises en direction des artisans bénéficiaires, l'obligation de se conformer au cahier des charges et des directives qui y sont contenues, comme l'impératif de former une personne chaque

année, de participer aux programmes et activités de la direction ou du ministère et de respecter la durée de non-cession du matériel fixée à trois années. En clôture, des prix et cadeaux ont été décernés à deux associations à caractère artisanal, Nesrine El Hirafia et Djamiaât El Ibdââ Lil Founoune.

Zaïd Zoheir

OUM TOUB

Sans téléphone depuis 15 jour

La panne de téléphone dans la région d'Oum Toub, distante du chef-lieu de la wilaya de plus de 50 km, dure depuis 15 jours. La cause de cette coupure a été localisée dans la cité des 50-logements. Ce sont ses habitants et ceux des régions limitrophes qui s'en trouvent pénalisés. La chute de câbles téléphoniques suite à la démolition du pylône en bois a provoqué une coupure de la ligne téléphonique.

Selon notre source, on avance la thèse du sabotage par les citoyens, mais cela reste à confirmer. Les maintes réclamations citoyennes ont porté leurs fruits : les instances compétentes ont, récemment, procédé à la substitution du support endommagé. Le hic, c'est que l'opération n'a été que partiellement menée, les câbles téléphoniques n'ont pas été reliés.

Ce qui fait que le rétablissement du téléphone n'a pas encore été effectué. Les abonnés à la téléphonie fixe et ceux, assez nombreux depuis quelque temps, de la ligne ADSL sont dans l'attente du règlement de cette situation qui n'a que trop duré.

Z. Z.

SIDI-BEL-ABBÈS

Trois mois de prison ferme à l'encontre du secrétaire du bureau de wilaya de l'UNEA

Le tribunal de Sidi Bel-Abbès a prononcé, lors de son audience de ce dimanche, une peine de trois mois de prison ferme à l'encontre d'un étudiant, en première année à l'université Djilali-Liabès de Sidi Bel-Abbès, et aussi secrétaire du bureau de wilaya de l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA) pour outrage et insultes.

D'après le communiqué de cette organisation estudiantine, les étudiants, qui ont entamé les cours de rattrapage, résident déjà sur les lieux d'hébergement, à savoir la cité universitaire Ahmed-Beddad.

Ils disent être confrontés, et ce, depuis toujours à beaucoup de problèmes, notamment celui du transport et plus particulièrement celui de la restauration sans qu'aucune solution leur soit apportée malgré les sempiternelles promesses des responsables. Pour ce début d'année, les étudiants ont été, d'après eux, obligés de se tourner vers le Croissant-Rouge algérien pour se restaurer.

Selon eux toujours, des repas leur sont livrés dans «des véhicules insalubres, des camions de collecte d'ordures». Pour mettre fin à cette situation «lamentable», les étudiants ont demandé une rencontre avec le directeur des œuvres universitaires qui a eu lieu le 7 septembre et à laquelle aurait assisté aussi le chef de département, un chef de service et les représentants des étudiants dont l'étudiant emprisonné.

Tous, disent-ils, sont témoins de la teneur de l'entretien. Soudain les services de police sont intervenus, disent-ils, pour arrêter ce dernier. Présenté devant le procureur de la République de Sidi Bel-Abbès, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt en attendant son jugement.

Devant cette situation qui n'a que trop duré, et qui de plus a dérapé, ajoutent-ils, les contestataires menacent, après épuisement des voies légales, de mener plus loin leur mouvement pour obtenir leurs droits. Pour cela, ils interpellent le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le directeur général des œuvres universitaires pour l'envoi d'une commission afin de s'assurer de la situation et trouver des solutions à ce bras de fer qui oppose l'administration aux contestataires. La rentrée universitaire risque de connaître des remous...

A. M.

GUELMA

Crime en plein jour à Roknia

En ce mois sacré, la commune de Roknia, distante de 45 km de Guelma-Ville, a été ébranlée par un crime crapuleux, commis dans la matinée de samedi dernier.

Un homme de 40 ans a été lâchement assassiné à l'arme blanche par son voisin, âgé de 42 ans, qui a ensuite pris la fuite. Selon les premières informations que nous avons pu recueillir auprès de la Protection civile, la victime, atteinte au cœur et à différentes parties du corps, est décédée sur le coup.

Elle a été transportée vers la morgue de l'hôpital D'Okbi de Guelma. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances du crime.

B. A.